



Vieillesse et santé

Rapport du Secrétariat

1. A sa cinquante-quatrième session en 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de convoquer une deuxième assemblée mondiale sur le vieillissement afin de faire le bilan de la première, qui s'était tenue à Vienne en 1982. L'OMS a participé activement à toutes les activités préparatoires et, en guise de principale contribution technique à la Deuxième Assemblée mondiale sur le Vieillissement (Madrid, 8-12 avril 2002), a présenté son cadre politique « Vieillir en restant actif ».¹ L'Assemblée a adopté deux documents : la Déclaration politique et le plan d'action international sur le vieillissement, 2002.

2. Dans la **Déclaration politique**, les gouvernements se sont engagés à agir aux niveaux national et international selon trois orientations prioritaires : les personnes âgées et le développement ; la promotion de la santé et du bien-être jusque dans le troisième âge ; et la création d'environnements porteurs et favorables. La Déclaration reconnaît que les personnes qui vieillissent devraient mener une vie « caractérisée par l'épanouissement, la santé, la sécurité et la participation active à la vie économique, sociale, culturelle et politique de leurs sociétés ». Elle reconnaît qu'il existe de nouvelles possibilités de donner aux hommes et aux femmes les moyens d'atteindre le troisième âge en meilleure santé et que l'autonomisation des personnes âgées et la promotion de leur pleine participation sont des « éléments essentiels pour un vieillissement actif ». Elle réaffirme que « l'obtention d'un niveau sanitaire aussi élevé que possible est un objectif social capital dont la réalisation exige l'intervention de nombreux autres secteurs économiques et sociaux outre le secteur sanitaire ». Tout en assignant la responsabilité première d'assurer la direction de l'action en la matière aux gouvernements, la Déclaration souligne le rôle important du système des Nations Unies chargé d'apporter une aide aux pays pour la mise en oeuvre et le suivi du plan d'action international sur le vieillissement.

3. Le **plan d'action international sur le vieillissement, 2002** analyse brièvement les trois domaines prioritaires et fixe des objectifs et des orientations à suivre. Il traite notamment de la promotion de la santé et du bien-être des personnes âgées. Les paragraphes 57 à 66 portent sur la promotion de la santé et la prévention de la maladie **tout au long de la vie**. Des mesures et des objectifs précis ont été définis s'agissant des effets cumulés de certains facteurs de risque, tels que le tabagisme, l'alcoolisme, un accès insuffisant aux aliments et à une eau propre et une mauvaise alimentation, entraînant des maladies et une dépendance dans la vieillesse.

4. Les paragraphes 67 à 73 concernent l'**accès équitable et universel** aux soins de santé pour les personnes âgées. Le but ultime est d'offrir une continuité des soins, allant de la promotion de la santé et de

¹ Voir document A55/17.

la prévention de la maladie à la dispensation de soins de santé primaires, de soins aigus, de soins chroniques, de services de réadaptation, de soins de longue durée, et de soins palliatifs pour les personnes âgées souffrant de maladies incurables. La responsabilité qui incombe aux gouvernements dans la fixation et le suivi des normes en matière de soins de santé et de prestations y est soulignée. Bien que les partenariats entre l'Etat, la société civile et le secteur privé soient utiles, le plan reconnaît que les services assurés par la famille et par la communauté ne peuvent se substituer à un système de santé publique efficace.

5. Les paragraphes 74 à 77 soulignent l'impact du VIH/SIDA sur les personnes âgées, notamment du fait du rôle capital que jouent celles-ci en étant les principales dispensatrices de soins aux personnes vivant avec le VIH/SIDA et leurs familles, notamment les enfants orphelins.

6. L'urgence d'élargir les possibilités dans le domaine de la **gériatrie** et de la **gérontologie** pour tous les professionnels de santé tout comme pour les personnes dispensant des soins dans un cadre non professionnel est évoquée aux paragraphes 78 et 79. Les paragraphes 80 et 81 portent sur les mesures à prendre en vue de la mise en place de **services de santé mentale complets**, comprenant la prévention, le diagnostic précoce et l'intervention pour le traitement et la prise en charge des problèmes de santé mentale des personnes âgées.

7. Les paragraphes 82 à 84 portent sur le **maintien d'une capacité fonctionnelle maximale** tout au long de la vie et la promotion de la pleine participation des personnes âgées atteintes de handicaps à la vie sociale. En ce qui concerne les incapacités, on insiste sur la vulnérabilité particulière des femmes âgées. L'importance d'établir des normes et de créer des environnements qui tiennent compte des problèmes dus à l'âge est soulignée afin de prévenir l'apparition ou l'aggravation de handicaps. C'est le même intérêt qui est exprimé dans les paragraphes 87 à 92, qui font référence en particulier à des logements et des modes de transport praticables et d'accès facile.

8. Un domaine qui n'avait pas jusqu'ici été traité dans un plan d'action des Nations Unies est celui du **délaissement**, des **mauvais traitements** et de la **violence** dont sont victimes les personnes âgées (paragraphes 98 à 101). Reconnaisant que les mauvais traitements peuvent revêtir diverses formes – physiques, psychologiques, affectives et financières –, le plan d'action recommande des mesures éducatives et de sensibilisation et la création de services de soutien sanitaires et sociaux. La nécessité de prendre en compte les dimensions sexospécifiques du problème de la violence à l'égard des femmes a notamment été soulignée.

9. C'est aux gouvernements qu'il incombe au premier chef de mettre en oeuvre les recommandations du plan d'action. Les efforts nationaux devront être complétés et renforcés par des mesures coordonnées au niveau international. Le système des Nations Unies, à travers ses institutions spécialisées, sera appelé à élaborer des stratégies d'exécution dans les domaines de compétence respectifs de celles-ci. Le plan a retenu la formation et le renforcement des capacités dans les pays en développement comme les domaines devant bénéficier d'un soutien des organismes internationaux de développement. La mise en oeuvre du plan doit être replacée dans le contexte des objectifs de développement pour le Millénaire et le suivi des grandes conférences des Nations Unies.

10. Plus précisément, le plan recommande que les points focaux établis au sein des organisations du système des Nations Unies en préparation de l'Assemblée soient maintenus et renforcés afin d'accroître les capacités d'exécution du plan.

= = =